

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 10/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SODI

300 RUE JEAN PERRIN
59930 La Chapelle D'armenieres

Références : -
Code AIOT : 0007000685

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement SODI implanté 300 RUE JEAN PERRIN 59930 LA CHAPELLE D'ARMENTIERES. L'inspection a été annoncée le 24/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif principal de la visite d'inspection réside dans le contrôle de la mise en œuvre du Plan de Défense Incendie du site. Ce contrôle est effectué au regard de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. La surveillance des rejets atmosphériques du site et les moyens de secours contre l'incendie ont également été contrôlés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODI
- 300 RUE JEAN PERRIN 59930 LA CHAPELLE D'ARMENTIERES
- Code AIOT : 0007000685
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Autorisée depuis 1998, la société exerce ses activités de collecte de déchets sous couvert de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2004. L'activité initiale consistait à vidanger essentiellement des fosses septiques et les fosses toutes eaux des particuliers et des entreprises.

Le site est rattaché au groupe SARP, filiale de VEOLIA. A noter que SARP s'est agrandi en 2021 avec l'acquisition de la filiale OSIS de SUEZ. Le site de la Chapelle d'Armentières a changé de numéro SIRET en avril 2023 et pris le nom de SODI.

Aujourd'hui, l'entreprise est toujours spécialisée dans cette activité mais aussi dans le curage et l'enlèvement de déchets solides, liquides et pâteux de type urbain et industriel. Les activités réalisées sur le site en fonction de la nature et de la destination des déchets collectés sont :

- le regroupement des émulsions eau - hydrocarbures ;
- le transit de déchets conditionnés en fûts ;
- le prétraitement par centrifugation de déchets pâteux ;
- le prétraitement par décantation de boues de curage ;
- le stockage de déchets (boues de traitement).

Les installations de transit, regroupement et prétraitement de déchets ont été autorisées par arrêté préfectoral du 10/06/1998. Dans le cadre d'un projet d'extension des activités, l'arrêté du 15/11/2004 encadre désormais les activités du site.

Cet arrêté est complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/06/2016 qui acte la mise à jour du classement des activités de l'établissement.

L'établissement est visé par la directive IED pour ses activités relatives aux rubriques :

- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte ;
- 3510 : Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : traitement physico-chimique (200t/j).

Dans son dossier de réexamen au regard des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD), relatives

au traitement des déchets (BREF WT-Waste Treatment), l'exploitant s'est positionné sur les traitements physico-chimiques et les traitements de déchets liquides effectués dans le cadre de son activité de traitement de déchets (courrier préfectoral du 03 août 2021). Les valeurs limites

d'émission et les MTD applicables sont celles de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatifs aux MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 15/11/2004, article 27.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	MTD Traitement Physico-chimique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article article IX Annexe 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	VLE des sur les effluents gazeux du traitement de déchets liquides	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article article III Annexe 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
3	Désenfumage et éclairage zénithal	Arrêté Préfectoral du 15/11/2004, article 27.2.4	Sans objet
4	Plans de secours	Arrêté Préfectoral du 15/11/2004, article 28.1	Sans objet
5	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article article I Annexe 3.1 (e)	Sans objet
8	Valeurs limites de rejets	Arrêté Préfectoral du 15/11/2004, article 13.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est conforme au regard de l'élaboration de son Plan de Défense Incendie au regard de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cependant l'exploitant justifie, sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport, de:

- la conformité du site au regard de sa défense extérieure contre l'incendie, via la

transmission d'un test de débit récent des PI permettant de répondre au besoin en eau de l'établissement;

- la réalisation du contrôle des rejets atmosphériques du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
Constats :

<p>Le site dispose d'une détection incendie avec alarme, caméras thermiques, reporting en télésurveillance et un écran en temps réel des caméras au sein des bureaux.</p> <p>Par courriel du 04/02/2025, l'exploitant a transmis son plan de défense incendie (PDI) mis à jour le 28/01/2025 ainsi que son plan interne d'intervention (P2I) mis à jour au 28/11/2024.</p> <p>Le PDI est conforme à la réglementation et vient compléter le plan interne d'intervention. Les schémas, plans de situation et de localisation et fiches attendues ont été mis à disposition de l'Inspection.</p> <p>Sur l'accessibilité du PDI aux services de secours, l'exploitant indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'une boîte spécifique est en cours d'implantation. Cette dernière regroupera le PDI ainsi que le P2I et le classeur des FDS des produits présents sur site; • avoir consulté le SDIS en 2023 dans le cadre de l'élaboration de son PDI. Néanmoins, le document finalisé n'a jamais été transmis au SDIS. L'exploitant s'engage à transmettre le PDI du site (version du 28/01/2025) sans délai au SDIS, ainsi que les futures mises à jour. <p>Par ailleurs, l'exploitant indique que le personnel est formé à la manipulation d'extincteurs et des RIA, ainsi qu'à la procédure guide et serre file (dernière action de sensibilisation organisée le 04/02/2025). Un exercice incendie est prévu au premier trimestre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Moyens de secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2004, article 27.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'un hydrant situé à 50 m du site et de deux autres situés à moins de 200 m ; • D'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés (à raison de 1 extincteur tous les 150m²) ; • Des robinets d'incendie armés de 40 mm seront installés conformément aux normes NF S61 201 et S 62 201; ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs). Ils sont protégés contre les chocs et le gel ; • De protections individuelles permettant d'intervenir en cas de sinistre. <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.</p>
<p>Constats :</p>

L'installation est dotée des moyens de secours contre l'incendie suivants:

- un hydrant situé à 50 m du site et deux autres situés à moins de 200 m;
- 11 extincteurs mobiles (à eau, à CO₂ et avec poudre polyvalente ABC), implantés uniformément sur le site;
- 2 RIA reliés au réseau public de distribution d'eau de ville.

Le rapport de vérification périodique des extincteurs, suite à intervention réalisée le 28/01/2025 par la société Eurofeu Sécurité, a été mis à disposition de l'Inspection durant la visite. Le rapport indique la nécessité de remplacer les 11 extincteurs. L'exploitant a présenté le devis n°CR04069370-1 du 03/02/2025 de remplacement des 11 extincteurs et a indiqué que l'intervention a eu lieu courant février. La facture attestant du remplacement n'a pas encore été transmise auprès de l'exploitant. Néanmoins, l'Inspection a constaté le renouvellement du parc lors de la visite terrain.

Le rapport de contrôle périodique des RIA du site, suite à intervention réalisée le 28/01/2025 par la société Eurofeu Sécurité, a également été mis à disposition de l'Inspection durant la visite. Le réseau est conforme.

Interrogé sur les hydrants, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter au jour de l'Inspection d'un test de débit et de pression datant de moins d'un an. Néanmoins, l'exploitant indique que sur le site "geomel.lillemetropole.fr", le PI situé à moins de 50 m rue Jean Perrin assure un débit de 120 m³/h sous 1 bar à la date du 21/11/2023 (Hydrant PI n°08391).

Les besoins en eau n'étant pas explicités au sein du dossier d'autorisation, l'exploitant s'engage à se rapprocher du fournisseur Ileo en vue d'obtenir les tests hydrants (de moins d'un an et le cas échéant en simultané) des PI nécessaires à combler les besoins en eau du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de justifier de la conformité du site au regard des moyens de secours extérieurs en cas d'incendie, l'exploitant transmet, sous 1 mois à compter du présent rapport, les tests hydrants de moins d'un an des PI nécessaires pour répondre au besoin en eau du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Désenfumage et éclairage zénithal

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2004, article 27.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

La toiture doit comporter sur au moins 1% de la superficie des exutoires permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées et gaz chauds.

Ces exutoires doivent être à commande automatique et manuelle, celle-ci étant facilement accessible depuis les issues de secours.

La fiabilité des commandes d'ouverture des exutoires doit être vérifiée au moins une fois par an ; il est souhaitable que les dispositifs d'ouverture permettent la refermeture depuis le sol afin d'en faciliter l'entretien.

La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10% de la surface géométrique de la

<p>couverture.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification périodique des trappes de désenfumage, suite à intervention réalisée le 28/01/2025 par la société Eurofeu Sécurité, a été mis à disposition de l'Inspection durant la visite. L'installation est conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Plans de secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2004, article 28.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'établir un plan d'intervention qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente. Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ; • Pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ; • Les principaux numéros d'appels ; • Des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants...) ; ◦ L'état des différents stockages (nature, volume...) ; ◦ Les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ; ◦ Les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ; ◦ Les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques) ; <p>Toutes les informations permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés... en cas de pollution accidentelle. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La toxicité et les effets des produits rejetés ; • Leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ; • La définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ; • Les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ; • Les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution ;

- Les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent figurer dans un classeur annexé au plan d'intervention interne.

Ce plan d'intervention interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.

Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.

Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.

Constats :

Par courriel du 04/02/2025, l'exploitant a transmis son plan interne d'intervention (P2I) mis à jour au 28/11/2024.

Ce dernier est conforme à la réglementation.

Le P2I est mis à jour à fréquence annuelle.

Le classeur des FDS des produits présents sur site est situé au bureau bascule. Suite à la mise en œuvre récente du PDI, l'exploitant indique implanter actuellement une boîte aux lettres permettant de rendre le PI, le PDI et le classeur des FDS aux services de secours en entrée de site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article article I Annexe 3.1 (e)

Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée

Prescription contrôlée :

Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :

- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;
- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;
- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 19/02/2024, l'exploitant a informé l'Inspection de la réception de la sonde de la cuve 15 le 19/03/2024. La société Actemium en charge de son installation est intervenue le 20/08/2024. L'exploitant a transmis par courriel du 23/08/2024 le procès verbal d'intervention justifiant du remplacement de la sonde de la cuve 15 et de l'étalonnage des sondes des cuves 15 et 8.

L'Inspection constate le remplacement et le calibrage des sondes lors de la visite terrain.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD Traitement Physico-chimique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article article IX Annexe 3.4

Thème(s) : Risques chroniques, VLE applicables aux installations de traitement Physico-chimique

Prescription contrôlée :

Valeurs limites d'émission et surveillance applicables aux installations de traitement physicochimique de déchets

Effluents gazeux :

Traitement	paramètre	valeur limite	fréquence de surveillance
Traitement physico-chimique des déchets solides ou pâteux	poussières	5 mg/Nm ³	semestrielle
Traitement physico-chimique des déchets solides ou pâteux	NH ₃	/	semestrielle
Traitement physico-chimique des déchets solides ou pâteux	COVT	/	semestrielle

(1) La surveillance ne s'applique que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents gazeux d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.

Constats :

L'installation dispose d'un rejet canalisé des effluents gazeux constitué par la tourelle de filtration en toiture permettant de traiter l'air du bâtiment.

L'exploitant assure la surveillance semestrielle des paramètres suivants : H₂S, HCL, NH₃, COVT et poussières.

Par courriel du 14/02/2025, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des rejets atmosphériques au droit de la tourelle de captation suite à intervention du bureau de contrôle DEKRA le 06/06/2024 (rapport n°E35054922401R001 du 05/07/2024). La campagne de juin 2024 comporte pour ce point de rejets la mesure des paramètres suivants : COVt, Poussières, NH₃, HCl, H₂S.

Les résultats des mesures sur le paramètre poussières sont inférieurs aux valeurs limites prescrites par l'AM du 17 décembre 2019.

Interrogé sur la réalisation de la seconde campagne semestrielle au titre de l'année 2024, l'exploitant indique que celle-ci était prévue en décembre 2024 mais le contrôle a été reporté par le bureau de contrôle DEKRA au début d'année 2025 (présentation du courriel de demande de report en guise de justificatif).

L'exploitant s'engage à reprendre contact avec DEKRA afin de programmer le contrôle des rejets atmosphériques au droit de la tourelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant sollicite un organisme agréé afin de réaliser le contrôle des rejets atmosphériques de l'installation.

Les résultats de la campagne de mesure sont transmis à l'Inspection sous 1 mois à compter de leur réception.

L'exploitant veille à respecter la fréquence semestrielle de surveillance des rejets gazeux conformément aux dispositions du IX de l'annexe 3.4 de l'AM MTD WT.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : VLE des sur les effluents gazeux du traitement de déchets liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article article III Annexe 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, VLE applicables aux installations de traitement de déchets liquides

Prescription contrôlée :

Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement de déchets liquides aqueux.

Effluents gazeux : Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2, les effluents gazeux respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
HCl	5 mg/Nm ³	semestrielle
NH ₃	/	semestrielle
COVT	20 mg/Nm ³ ou 45 mg/Nm ³ lorsque le flux est inférieur à 0,5 kg/h au point d'émission	semestrielle

Constats :

La technique retenue pour réduire les rejets est celle par "biofiltre" car elle correspond aux polluants susceptibles d'être émis par l'installation à savoir des composés organiques odorants (NH3 et H2S). Les événements des cuves de stockage sont traités dans un bac à tourbe. L'installation dispose également d'un rejet canalisé constitué par la tourelle de filtration permettant de traiter l'air du bâtiment pouvant contenir des composés odorants, de type NH3, H2S, COV.

Lors de la visite d'inspection du 19/02/2024, l'Inspection a relevé que les rapports de mesure des rejets atmosphériques ne contiennent pas systématiquement de mesure des effluents de la benne à tourbe. L'Inspection a demandé à l'exploitant d'intégrer ce rejet systématiquement à ces contrôles semestriels.

Le 07 mars 2024, par la transmission du bon de commande n°C4110382433 auprès de DEKRA, en référence au contrat n°2024201135121, l'exploitant a confirmé la commande des deux mesures semestrielles de rejets de substances à l'émission dans l'atmosphère au droit de la tourelle et de la benne à tourbe au titre de l'année 2024.

Par courriel du 14/02/2025, l'exploitant a transmis :

- le rapport de contrôle des rejets atmosphériques au **droit de la tourelle** de captation suite à intervention du bureau de contrôle DEKRA le 06/06/2024 (rapport n°E35054922401R001 du 05/07/2024). La campagne de juin 2024 comporte pour ce point de rejets la mesure des paramètres suivants : COVt, Poussières, NH3, HCl, H2S ;
- le rapport de contrôle des rejets atmosphériques au **droit de la benne** à tourbe amont/aval suite à intervention du bureau de contrôle DEKRA le 17/07/2024 (rapport n°E52008542401R001 du 04/08/2024). La campagne de juillet 2024 comporte pour ce point de rejets la mesure des paramètres suivants : COVt, Poussières, NH3, H2S.

Les résultats des mesures sur les paramètres COVT aux deux points de rejets sont inférieurs aux valeurs limites prescrites par l'AM du 17 décembre 2019.

Comme indiqué au point de contrôle précédent, interrogé sur la réalisation de la seconde campagne semestrielle au titre de l'année 2024, l'exploitant indique que celle-ci était prévue en décembre 2024 mais le contrôle a été reporté par le bureau de contrôle DEKRA au début d'année 2025 (présentation du courriel de demande de report en guise de justificatif).

L'exploitant s'engage à reprendre contact avec DEKRA afin de programmer le contrôle des rejets atmosphériques au droit de la tourelle et de la benne à tourbe.

Par ailleurs, l'Inspection constate l'absence de contrôle du paramètre HCl lors de la campagne réalisée au droit de la benne à tourbe suite à intervention du bureau de contrôle DEKRA le 17/07/2024. L'exploitant indique s'être aperçu de cette absence de mesure, bien que ce paramètre ait été surveillé lors des précédents contrôles semestriels. L'exploitant s'engage à ce que le paramètre HCl soit de nouveau intégré aux prochains contrôles semestriels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant sollicite un organisme agréé afin de réaliser le contrôle des rejets atmosphériques de l'installation.

Les résultats de la campagne de mesure sont transmis à l'Inspection sous 1 mois à compter de sa réception.

L'exploitant veille à respecter la fréquence semestrielle de surveillance des rejets gazeux conformément aux dispositions du III de l'annexe 3.5 de l'AM du 17 décembre 2019.
L'exploitant intègre le paramètre HCl dans le contrôle semestriel de surveillance des rejets gazeux conformément aux dispositions du III de l'annexe 3.5 de l'AM du 17 décembre 2019.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2004, article 13.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

Substances	Concentrations (en mg/l)
MeS	30
DCO	90
DBO ₅	30
Azote global	10
Phosphore total	2
Hydrocarbures totaux	5
Métaux totaux	10

En outre, le pH sera compris entre 6,5 et 8,5 et la température n'excédera pas 30°C.

Constats :

Par courriel du 14/02/2025, l'exploitant a transmis le rapport d'analyse des eaux pluviales suite à contrôle réalisé par Flandres Analyses le 24/12/2024 (rapport n° 2024.12.391/00 (v.1) du 08/01/2025).

Les résultats d'analyse des eaux pluviales sont inférieurs aux valeurs limites imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

